

Edito FO Hebdo – 27 mars 2017

Jamais, vraisemblablement, campagne présidentielle n'aura été, du fait des primaires, aussi longue et par ailleurs inédite, révélant un vrai malaise et une déliquescence démocratique. De fait, comme le disait un slogan publicitaire des chemins de fer il y a quelques années : « tout est possible ».

Dans un tel contexte il est essentiel que notre syndicalisme reste lui-même, alliant détermination, résistance et sang-froid. C'est ainsi, par exemple, que le 20 février nous avons publiquement présenté nos analyses, positions et revendications.

Comme ce fut déjà le cas (Cf. 2002 notamment) le 1^{er} mai tombera entre les deux tours de l'élection présidentielle. Le 1^{er} mai, rappelons-le, n'est pas la fête pétainiste du travail mais une journée internationale de revendications et de solidarité.

Ce sera encore le cas cette année pour FORCE OUVRIERE. Nous y développerons nos revendications au plan international, européen et national. Nous rappellerons notre détermination à combattre l'austérité, à préserver le service public républicain et la protection sociale collective, à maintenir le paritarisme, à lutter contre l'inversion de la hiérarchie des normes inscrite dans la loi travail.

Emploi, chômage, salaires seront aussi au cœur de nos revendications.

Nous rappellerons également que notre conception et notre pratique de l'internationalisme et de la solidarité interdit toute discrimination, tout racisme, xénophobie ou antisémitisme.

Sur ces bases revendicatives, le 1^{er} mai peut faire l'objet de démarches syndicales communes. Mais seulement sur ces bases. FORCE OUVRIERE, pas plus qu'en 2002, 2007 ou 2012 ne donnera aucune consigne de vote directe ou indirecte.

FORCE OUVRIERE est un syndicat, pas un parti.

Cette indépendance ne signifie pas apolitisme au sens noble : nous sommes attachés au rôle et à la place des syndicats, comme aux libertés d'association et de négociation qui ne sont possibles qu'en démocratie.

Comme le précisent nos statuts nous ne sommes pas non plus indifférents à la forme de l'Etat.

Mais nous ne sommes pas des girouettes qui soutiennent l'austérité à l'origine des problèmes sociaux, économiques et démocratiques en criant au loup une fois tous les 5 ans !

C'est aussi une question de cohérence et de responsabilité, l'indépendance ne se saucissonne, ni ne se négocie : elle est ou elle n'est pas.

Jean-Claude MAILLY
Secrétaire général